

## L'inégalité des pays en développement face au commerce international

In: Tiers-Monde. 1988, tome 29 n°115. pp. 513-520.

---

Citer ce document / Cite this document :

Fouquin Michel. L'inégalité des pays en développement face au commerce international. In: Tiers-Monde. 1988, tome 29 n°115. pp. 513-520.

doi : 10.3406/tiers.1988.3703

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers\\_0040-7356\\_1988\\_num\\_29\\_115\\_3703](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1988_num_29_115_3703)

---

# L'INÉGALITÉ DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT FACE AU COMMERCE INTERNATIONAL

par Michel FOUQUIN\*

Si l'on voulait résumer en quelques phrases les grandes tendances du commerce international concernant les pays en développement, on pourrait retenir quatre points centraux :

1 / La part des pays en développement (et des pays de l'Est) dans le commerce mondial, mesurée au prix constant, décline sur une très longue période. *A contrario*, la part des pays développés s'accroît.

2 / La part des produits minéraux, des produits agricoles et des produits combustibles décline. Les pays développés, surtout depuis les chocs pétroliers, ont tendance à devenir autosuffisants.

3 / La part des produits manufacturés exportés par les pays en développement vers les pays développés s'accroît très fortement, marquant ainsi l'émergence de nouveaux pays industrialisés.

4 / La situation des laissés-pour-compte du développement va en s'aggravant dans le domaine du commerce international.

En conclusion, on serait tenté d'affirmer que le commerce international réussit aux pays en développement qui parviennent à s'industrialiser par l'exportation. Les autres pays sont de plus en plus dépendants des fluctuations économiques mondiales.

1 / A long terme, la croissance des échanges internationaux est plus rapide que la croissance du revenu mondial, exprimée à prix constants. Cette évolution correspond à l'idée que nous nous faisons d'une interdépendance croissante entre les nations. Les biens (et les services) qui font l'objet d'échanges ont une part sans cesse croissante dans l'activité économique de chaque nation<sup>1</sup>. Cette tendance est une certitude quelle que soit la

\* CEPII, Paris.

1. Pour une analyse plus détaillée voir *Industrie mondiale : la compétitivité à tout prix*, sous la direction de Michel Fouquin, éditions Economica (novembre 1986).

méthode utilisée pour mesurer le phénomène. A prix courants, le ratio échanges de biens et services sur produit intérieur brut mondial s'est accru de 12,2 % à 20,9 % entre 1967 et 1985 ; soit un accroissement de huit points. A prix constants, l'évolution va dans le même sens. Les échanges mondiaux se sont accrus de 7 % par an de 1960 à 1979 et la production mondiale de 5 % par an de 1980 à 1985. Les chiffres sont respectivement de 2,4 % et de 1,4 %.

Ainsi malgré le ralentissement de la croissance économique mondiale, malgré les chocs pétroliers, les fluctuations des monnaies et les menaces protectionnistes, le commerce international continue de faire preuve d'une vigueur assez étonnante. Mieux même, il semble que de plus en plus de pays apportent une attention prioritaire au développement des échanges internationaux. La Chine et l'Inde, depuis le début des années quatre-vingt, s'engagent dans la voie de la modernisation et attendent du commerce international qu'il leur offre des débouchés et qu'il soit une source de transferts technologiques.

Mais cette conversion de quelques pays, hier encore réticents, ne suffit pas à expliquer la forte croissance relative des échanges internationaux. Celle-ci résulte de trois facteurs essentiels :

- chaque pays tend à se spécialiser de plus en plus, cela signifie que chacun exporte de plus en plus certains biens, et dans le même temps il devient de plus en plus importateur d'autres biens ;
- la liste des biens disponibles sur les marchés ne cesse de s'accroître ce qui tend à accélérer le processus de spécialisation et à diversifier les exportations ;
- l'élimination progressive des obstacles aux échanges négociés dans le cadre du GATT, quoique sujette à de nombreux débats, continue de jouer un rôle positif dans le développement des échanges.

Cependant toutes les zones de l'économie mondiale ne participent pas d'une façon égale à l'accroissement des échanges. De ce point de vue, on peut distinguer trois périodes : la période précédant le premier choc pétrolier, la période entre les deux chocs et enfin les années quatre-vingt.

Avant le premier choc pétrolier, la part des pays en développement dans les échanges internationaux diminuait régulièrement ainsi que celle des pays de l'Est. Au contraire, le poids des pays développés ne cessait de s'accroître (de 1960 à 1973 leur progression aura été de 4 % du commerce mondial en valeur).

De 1973 à 1980, les deux chocs pétroliers permettent aux pays en développement d'inverser la tendance. Leur poids dans le commerce mondial

s'accroît de 8,7 % au détriment des pays de l'Est (— 1 %) et des pays développés (— 7,7 %).

Enfin de 1980 à aujourd'hui, de nouveau les pays développés progressent (de 3,2 %), tandis que les pays en voie de développement reculent de 5 % (les pays de l'Est progressent de 1,4 %).

Il va de soi que l'évolution des termes de l'échange a joué un grand rôle dans ces évolutions générales, surtout pour expliquer la remontée des pays en voie de développement dans le commerce mondial entre 1973 et 1980.

De 1973 à 1980, les exportations des pays industrialisés se sont accrues de 4,8 % par an, tandis que celles des pays en développement ont baissé de 1,1 % par an. A très long terme, l'écart des taux de croissance est considérable puisque pour les pays développés, la croissance des exportations a été de 6,6 % par an contre 2,5 % pour les pays en développement.

Ainsi en dépit d'une croissance d'ensemble plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés, la participation aux échanges internationaux des pays en développement progresse moins rapidement que celle des pays développés.

A première vue, il est difficile de mettre en cause la politique commerciale des pays développés puisqu'en effet les exportations des pays développés vers les pays en développement se sont accrues moins rapidement que le flux inverse : pays en voie de développement vers pays développés. Le solde commercial nul en 1963 est en faveur des pays en développement depuis les chocs pétroliers, en 1985 cet excédent est encore de plus de 40 milliards de dollars selon les données du GATT.

2 / Cette analyse très globale des grands flux doit être complétée par une analyse en termes de produits et de pays, afin de comprendre les raisons profondes de ces évolutions générales.

Selon les schémas classiques et néo-classiques de la théorie du commerce international, les pays en développement devraient exporter des biens primaires et les pays développés des biens manufacturés. Si cela était, il faut reconnaître que les pays en développement seraient particulièrement mal lotis puisque la demande mondiale de produits primaires est en longue période peu dynamique. Depuis 1970, la production agricole mondiale s'accroît de 2,3 %, la production minière de moins de 1 %, tandis que la production manufacturière s'accroît de près de 4 % par an. Les différences sont encore plus marquées en termes d'échanges. Les produits agricoles croissent à 2,7 % par an (à prix constants), les échanges de produits miniers diminuent légèrement, tandis que les échanges de produits manufacturés s'accroissent au rythme de 6,3 % par an. Bien que la valeur unitaire des produits minéraux se soit accrue considérablement plus que celle des

produits manufacturés, cela ne fait que compenser le faible dynamisme des échanges en volume, lorsque les prix baissent cela ne suffit plus.

Pour expliquer ces différences dans les rythmes de croissance du commerce international, on a recours à trois arguments principaux qui sont assez complémentaires :

1 – Au fur et à mesure que le niveau de vie des pays développés et en développement s'accroît, la demande relative de produits agricoles et alimentaires décroît et donc la demande mondiale de produits agricoles, dans la mesure où le monde n'est pas confronté à une situation de déficit agricole généralisé, n'a pas de raison de croître beaucoup plus vite que la population mondiale (moins de 2 % par an). Par ailleurs, le contenu de la production agricole varie peu dans le temps en ce sens que la liste des produits mis sur les marchés n'a que peu varié depuis vingt-cinq ans, tandis que celle des produits manufacturés s'allonge toutes les heures si ce n'est toutes les minutes. En d'autres termes, les opportunités de spécialisation sont moins nombreuses pour les produits primaires.

Enfin les politiques protectionnistes en matières agricoles sont un frein puissant à la spécialisation des économies. Ainsi, fait exceptionnel, on assiste aux progrès considérables de l'autosuffisance européenne en matière agricole et alimentaire. Les pays d'Europe, plus dépendants en matière agricole, l'Allemagne et le Royaume-Uni, sont aussi les deux pays qui ont le plus progressé dans ce sens (cf. *La lettre du CEPPII*, décembre 1986).

Le résultat le plus net c'est que la part des pays en développement dans le commerce mondial de produits agricoles décline plus qu'elle n'augmente et surtout les excédents traditionnels réalisés par l'Afrique et l'Amérique latine diminuent assez régulièrement. Pour l'Afrique, la situation devient franchement inquiétante puisque à l'excédent fait place aujourd'hui un déficit en partie comblé par l'aide alimentaire. L'Asie, au contraire de l'Afrique, malgré une très forte pression démographique, se maintient en excédent, analyse qui est confirmée pour des pays tels que la Chine ou l'Inde.

2 – La demande de minéraux et singulièrement de combustibles minéraux est en baisse forte depuis 1979 (la production mondiale a reculé de 2,5 % par an). Il va de soi que ce recul résulte simultanément d'une meilleure efficacité dans l'utilisation de l'énergie et d'une moindre croissance des économies développées. Par ailleurs, la substitution entre le pétrole et l'énergie nucléaire pour la production d'électricité se traduit par une forte baisse de la dépendance des pays développés à l'égard du Moyen-Orient et des pays de l'OPEP, de manière générale. La chute des prix du pétrole a d'abord pour effet de réduire considérablement la valeur des exportations de l'OPEP, tandis que l'effet positif sur les quantités demandées est beaucoup plus long à se révéler.

Moins contrastés que l'évolution des échanges de pétrole, les flux des autres minéraux ont connu une évolution qui suit la même logique et qui est — une fois encore — très défavorable aux pays africains dont c'était une des principales sources de recettes en devises : l'excédent africain était égal à 10 % des échanges mondiaux à la fin des années soixante et n'est plus que de 5 % en 1984.

3 – Par contraste, les échanges de produits manufacturés comme la production s'accroissent de manière beaucoup plus régulière en volume et en valeur.

Cette plus grande stabilité résulte probablement d'une diversité de produits incomparables avec les autres secteurs. A côté des secteurs en crise, il y a des secteurs qui « marchent » bien. D'autre part, la baisse des prix relatifs des produits manufacturés nous indique que, sans doute, la concurrence y est plus ouverte qu'ailleurs, les phénomènes de domination sont moins visibles, les positions monopolistes y sont plus facilement combattues.

3 / Contrairement à une idée toute faite, les pays en voie de développement ont, en fin de compte, progressé beaucoup plus rapidement dans leurs exportations de produits manufacturés vers les pays développés depuis vingt-cinq ans qu'ils ne l'ont fait dans aucun autre secteur. Plus précisément, leur progression (+ 6 % du commerce mondial de produits manufacturés) a été très régulière et paraît être un phénomène beaucoup moins fragile que dans les autres secteurs. Les pays en voie de développement progressent vis-à-vis de toutes les zones que ce soit vis-à-vis des autres PVD ou vis-à-vis des pays de l'Est. Vers le monde, leur progression est de 8 % du commerce mondial.

A l'inverse, l'évolution des importations est beaucoup plus contrastée. Entre les deux chocs pétroliers, la demande des pays en développement s'est accrue de 10 %, puis elle a baissé très fortement de 1981 à 1985 (— 8,3 %).

Tous les pays en développement ne progressent pas de la même manière. On peut distinguer, en effet, un groupe de pays constitué d'une dizaine de pays exportateurs de produits manufacturés qui réalisent plus de 80 % des exportations des pays en voie de développement.

De plus on remarque que la part de ces pays s'est fortement accentuée depuis 1973 (+ 12,5 %). Cela signifie que la progression à l'exportation des pays en voie de développement est le fait d'un nombre limité de pays particulièrement dynamiques. Si l'on ne prend en compte que les cinq premiers pays, le phénomène de concentration des exportations est encore plus marqué. Les cinq premiers pays représentaient 57,5 % en 1973 et 74 % en 1985 ! Il s'agit dans quatre cas de l'Asie et dans un cas de l'Amérique latine (Brésil).

Si l'on décompose ces résultats par grande zone, on s'aperçoit que la croissance à long terme de la production manufacturière est extrêmement différenciée d'une zone à l'autre. En général, la croissance industrielle des PVD, qui s'était maintenue après le premier choc pétrolier, s'est nettement ralentie à la fin des années soixante-dix. Les pays en développement non pétroliers avaient poursuivi leur développement grâce à l'endettement entre 1973 et 1979 : mettant à profit une forte inflation internationale et des taux d'intérêt réels négatifs. Ces pays ont pu emprunter à bon compte. Le retournement des conditions macro-économiques et financières mondiales après 1979, ainsi que le second choc pétrolier, mettent en péril les économies les plus endettées qui sont aussi souvent les plus riches et les plus ambitieuses en matière de développement (Corée du Sud, Brésil, Mexique, etc.), tandis qu'à partir de 1984, la chute des prix du pétrole et du dollar met en porte à faux les pays de l'OPEP (Nigeria, Indonésie, Venezuela, etc.).

La situation de l'Amérique latine est de loin la plus catastrophique avec une baisse de la production industrielle de 0,8 % par an en moyenne de 1981 à 1984. A partir de 1985, la reprise rigoureuse au Brésil permet de compenser très partiellement ce recul. On peut s'interroger sur les différences considérables de performances entre l'Asie et l'Amérique latine. Un des facteurs essentiels de ces crises qui ont secoué les pays d'Amérique et parfois aussi certains pays d'Asie (Philippines) tient à l'incohérence des politiques macro-économiques et industrielles suivies par les dirigeants de ces pays. Incohérence par rapport à la situation économique mondiale. Il est tout à fait frappant de comparer à cet égard la Corée du Sud et le Brésil<sup>2</sup> : dans l'un et l'autre cas, les pays se sont lancés en 1972-1973 dans de vastes programmes de développement (d'infrastructures gigantesques, centrales nucléaires, barrages hydro-électriques, programme de substitution de sources d'énergie, développement de la pétrochimie, de la sidérurgie, de la construction navale, des industries automobiles), coûteux en s'endettant. Le second choc pétrolier prend ces pays à contrepied : leur endettement en 1979 fait un bond, tandis que leurs projets industriels sont encore en chantier. Mais face à ce retournement de situation, la Corée du Sud va prendre de sévères mesures de réajustement (et changer dans le même temps d'équipe dirigeante), tandis que le Brésil va plutôt tenter de gérer la crise par l'inflation, notamment, jusqu'à ce que la situation devienne intenable et que l'on change mais avec cinq ans de retard l'équipe dirigeante.

Une des erreurs les plus souvent commises par de très nombreux pays

2. Cf. Michel Fouquin, Heurs et malheurs de l'industrialisation accélérée, in *La dette dans tous ses états*, Liberté sans frontières.

a consisté à maintenir des parités monétaires irréalistes : au Mexique par exemple, il faudra attendre la crise financière de 1982 pour que le peso subisse une maxi-déévaluation. Le mécanisme de surévaluation est simple, il suffit en effet de maintenir la parité d'une monnaie malgré une inflation intérieure galopante. Cela est possible dans les pays qui possèdent une rente minière importante (les pays pétroliers en particulier). Le refus de dévaluer provient souvent d'une volonté de lutter contre l'inflation, mais ce faisant, on met en danger les secteurs exportateurs qui sont alors subventionnés et les secteurs concurrencés qui sont protégés de la concurrence internationale. On défait d'une main ce que l'on fait de l'autre, jusqu'à ce qu'on parvienne à des situations inextricables. Le blocage des importations en Amérique latine a été un des moyens de réaliser des excédents commerciaux. Mais on voit que ces mesures ne peuvent être que provisoirement efficaces.

Les pays nouvellement industrialisés d'Asie ont continué d'accroître leur insertion internationale du côté des exportations comme du côté des importations. Ils ont en particulier su tirer parti de la hausse du dollar pour conquérir des parts de marché importantes aux Etats-Unis.

4 / Selon le GATT, le commerce de l'Afrique n'a cessé de décroître en part du commerce mondial depuis 1981. En deux ans, le volume de ses exportations a diminué de 18 % revenant au niveau de 1975. La part de l'Afrique dans les exportations mondiales de pétrole brut et raffiné s'est réduite en même temps que la demande mondiale de pétrole se contrastait. Les produits primaires constituent encore 90 % des exportations de l'Afrique. Les fluctuations des prix des produits de base sont donc un facteur déstabilisant de l'économie africaine. La baisse des prix depuis 1981 a réduit de 25 % les recettes d'exportations de l'Afrique. Quant aux exportations de produits manufacturés qui représentent 11 % des exportations africaines, elles sont concentrées dans quelques pays tels que le Maroc et la Tunisie, qui à eux deux représentent 40 % de ces exportations, 50 % étant le fait de l'Afrique du Sud.

Devant la dégradation de la situation économique de l'Afrique, seul continent qui ait durablement régressé depuis une dizaine d'années, on doit s'interroger sur les solutions possibles. L'aide internationale dont le rôle n'a cessé de croître depuis lors, pour indispensable qu'elle soit, ne permet pas de sortir de la crise et tend même parfois à entretenir une situation d'assistance dont les effets négatifs ont été maintes fois soulignés. Les « modèles » asiatiques paraissent totalement inadaptés pour ces pays.



**TIERS - MONDES**  
**EFFETS DES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION**  
**SUR LES IDENTITES CULTURELLES**

---

Suite au numéro 111 de la revue *Tiers-Monde* : "transferts de technologies de communication et développement", un dossier complémentaire a été coordonné par Yvonne **MIGNOT-LEFEBVRE**. Il complète l'approche macro sociologique en dévoilant l'impact de certaines technologies sur les identités culturelles et les effets sociaux qui en résultent.

**S O M M A I R E**

**INTRODUCTION**, par Yvonne **MIGNOT-LEFEBVRE**

**I - IDENTITE CULTURELLE**

Mémoire collective et technologies de communication au Maghreb, par Salah **GUERICHE**

La quadrature du cercle : la technologie et les medias traditionnels, par Durgadas **MUKHOPADHYAY**

Nouvelles technologies de communication et identité culturelle, par Manuel **PARES I MAICAS**

Eglise et enjeux de la communication contemporaine, par Jeremiah **RYAN O'SULLIVAN**

**II - TRANSFERT DES NTC ET EFFETS SOCIAUX**

Les nouvelles technologies dans la presse mexicaine, par Florence **TOUSSAINT ALCARAZ**

Les flux transnationaux des produits de communication de masse, par Tapio **VARIS**

Les programmes américains de télévision et les transformations culturelles en Corée et à Taïwan, par Gina **DADDARIO**

Radio et télédiffusion/télécommunications (Région Asie/Pacifique), par Simeon **BONZON**

Les nouvelles technologies et le renversement de l'équilibre des politiques de communication dans le Tiers Monde, par Segun **ODUKO**

Comment faire face aux conséquences indésirables des transferts de technologie de communication : le cas du Nigéria, par S. Adeferni **SONAIKE**

**III - IDEOLOGIE, ACTEURS SOCIAUX ET SOCIETE D'INFORMATION**

Le transfert d'idéologie : le Tiers Monde et les idéologies conflictuelles de l'âge de l'information, par Isabel **VALDES**

Les organisations internationales professionnelles des journalistes et les fondements du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, par Mohamed Larbi **CHOUIKHA**

La politique de communication en Argentine, par Daniel **ULANOVSKY**.

---

Prix : 50 F ; à commander à l'Association Développement et Progrès, 58, bld. Arago, 75013 PARIS.